

GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

UCFML

**AUJOURD'HUI, PARTICIPER
AUX ÉLECTIONS, C'EST
SOUTENIR
L'IMPÉRIALISME**

EDITIONS POTEKINE

SOMMAIRE

- 1) Les révolutionnaires aujourd'hui ne participent pas aux élections et appellent le peuple à ne pas participer p 2
- 2) Elections, parlementarisme, question de l'Etat p 9
- 3) Le parlementarisme impérialiste p 15

LES RÉVOLUTIONNAIRES AUJOURD'HUI NE PARTICIPENT PAS AUX ÉLECTIONS ET APPELLENT LE PEUPLE A NE PAS Y PARTICIPER

Nous prenons position contre les élections. Pourquoi ? Pourquoi est-ce que nous, révolutionnaires maoïstes, ne faisons-nous pas comme d'autres groupes politiques «révolutionnaires» qui présentent leurs candidats ?

a) Ce contre quoi nous sommes

Nous sommes contre les grands partis bourgeois, ceux de la majorité actuelle (RPR, PR, etc...) et ceux de l'opposition (PC et PS). Les élections, c'est leur affaire. C'est eux qui font la campagne, on voit tous les jours leurs chefs à la télé : ce sont les hommes du jour.

Nous sommes contre ces gens-là. Contre les bourgeois qu'on connaît parce qu'ils sont au pouvoir en France depuis 100 ans et plus ; et aussi contre le PC, qui a peu été au pouvoir, mais qui s'y prépare depuis longtemps. Nous sommes contre le PCF parce que la politique du PCF n'est pas une politique pour le peuple ; parce que les intérêts que défend le PCF ne sont pas ceux de l'ensemble du peuple. Le PCF veut le pouvoir pour lui, pas pour le peuple, et ce pouvoir là c'est toujours celui du capitalisme, un peu différent : c'est l'État qui remplacera les différentes sociétés industrielles, mais les choses resteront ce qu'elles sont : exploitation et impérialisme. Nous disons, en parlant des gens du PCF : ce sont les nouveaux bourgeois. Ils veulent réorganiser le capitalisme, le moderniser, c'est ça le capitalisme bureaucratique d'État. Nous, les maoïstes, nous sommes contre.

Nous sommes contre les bourgeois, les anciens à la Giscard ou à la Mitterrand, ou les nouveaux à la Marchais.

Mais alors, pourquoi est-ce qu'on ne présente pas nos candidats ?

Nous ne le faisons pas parce que le système des partis bourgeois contre lequel nous sommes et le système des élections ne sont qu'une seule et même chose.

Nous ne le faisons pas parce que dans les élections ce n'est pas seulement le choix du candidat qui est un acte politique, mais aussi le fait de voter, d'accepter le système électoral, le système parlementaire.

C'est pour cela que nous ne présentons pas de candidats et que nous faisons une grande campagne contre les élections, pour l'abstention. Le système des élections aujourd'hui en France est entièrement bourgeois, c'est le système politique de la bourgeoisie. Il n'est pas question d'y participer. Se mêler de l'intérieur aux élections, présenter des candidats, c'est soutenir le système politique bourgeois. Peu importe que vous soyez en complet-cravate ou en col roulé, peu importe qu'on parle ou pas de Marx, du prolétariat et du socialisme : les élections sont les élections, ce par quoi la bourgeoisie organise son pouvoir politique et donc ce contre quoi se dressent les révolutionnaires. Il n'est pas possible en la matière d'avoir un pied dedans et un pied dehors. De plus, ceux qui sont dedans,

qui présentent des candidats aujourd'hui, au titre d'une politique révolutionnaire, sont de fait sur des questions très importantes dans l'orbite de l'un ou l'autre des deux blocs bourgeois en compétition.

• Les groupes trotskystes : Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, OCI, OCT, travaillent pour le PCF.

• L'Humanité Rouge, sous prétexte de lutter contre l'impérialisme soviétique soutient la politique internationale de Giscard, voire celle des américains. Le PCRML balance entre trotskystes et Humanité Rouge.

Quant à nous, nous combattons sans merci les élections.

b) Les partis, l'État, les classes

Il y a des rapports très étroits entre ce qu'est un parti et le système politique de l'État. En d'autres termes, il y a des rapports très étroits entre le fait d'être un parti électoraliste et le pouvoir bourgeois. Le rapport de dépendance des partis par rapport à l'État bourgeois est très important. On n'en a pas assez conscience. Du reste, la politique de l'État bourgeois est de ne laisser se développer que les partis qui correspondent au système politique d'État : dans le parlementarisme, on laisse se développer les partis parlementaires ; mais dans le fascisme, autre forme de l'État et du pouvoir bourgeois, seul le parti unique au pouvoir est légal, les autres partis, même bourgeois, étant interdits. L'État bourgeois cherche toujours à imposer sa propre logique ; c'est lui qui détermine le système officiel des partis.

Le parti révolutionnaire lui, à la différence de tous les autres partis, ne se définit pas à partir de l'État.

Il se définit contre l'État. Il est pour la destruction de l'État bourgeois dans le capitalisme, et après, dans le socialisme, il est pour que l'importance de l'État aille en diminuant ; il est pour ce qu'on appelle le dépérissement de l'État. Et quand l'État a dépéri, quand il n'y a plus d'État, c'est aussi que les différentes classes sociales ont disparu : c'est ce qu'on appelle la société communiste. A ce moment là, le parti, nous parlons du parti communiste authentique, aura aussi disparu. En règle générale, tous les partis bourgeois anciens comme nouveaux, sont pour l'État, et les partis révolutionnaires, contre.

Les partis sont donc déterminés par le pouvoir d'État auquel ils participent ou qu'ils espèrent exercer. Dans le même temps, ils sont des organisations de classe. Que signifie le caractère de classe des partis ? La société est organisée en classes sociales. La société française actuelle compte les ouvriers, la bourgeoisie, elle-même divisée en bourgeoisie commerçante, bourgeoisie industrielle, etc..., les paysans riches, les paysans pauvres, la petite bourgeoisie urbaine. De toutes ces classes, deux sont capables non seulement de s'organiser, mais d'organiser aussi une partie importante des autres classes. Ces deux classes, c'est la bourgeoisie d'un côté, le prolétariat de l'autre. Entre elles deux, c'est la lutte. Lutte sans merci, car elle oppose deux politiques, c'est-à-dire deux conceptions opposées de la société : celle de la bourgeoisie fondée sur l'exploitation, l'oppression et l'impérialisme, et où la majorité de la population est sous la domination d'un groupe minoritaire ; celle du prolétariat, de la politique révolutionnaire, où la politique est au service de la grande majorité de la population, où il est mis fin à l'impérialisme, où il est mis fin à l'exploitation.

c) La société impérialiste et le parlementarisme

En France aujourd'hui, l'État est non seulement bourgeois, mais surtout c'est un État impérialiste. Il organise et couvre le pillage de matières premières dans les pays pauvres ou « en voie de développement » ; il contrôle quasi militairement plusieurs pays d'Afrique ; il fait la guerre au peuple Saharaoui, lui déniait ses droits nationaux. Il maintient dans une situation coloniale, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, etc... Au travers de l'impérialisme, de très importants profits sont faits au détriment des peuples du Tiers Monde. Une petite partie de ces profits est redistribuée aux ouvriers, tout particulièrement certains contremaîtres, agents de maîtrise, professionnels. La bourgeoisie et l'État bourgeois cherchent ainsi à corrompre une partie de la classe ouvrière et à la rallier à l'impérialisme.

L'économie française est une économie complètement impérialiste. Que les peuples du monde viennent à se révolter, à être indépendants chez eux, est une grande menace pour une telle société impérialiste. D'où les expéditions militaires contre la révolte des peuples. En conséquence, également, l'esprit chauvin propagé par les bourgeois : si c'est bon « pour les français », alors c'est vraiment bon, et en fin de compte ça doit être moral. Il faut alors mépriser les autres peuples, et donc les travailleurs immigrés. C'est ça que nous appelons le chauvinisme.

Nous, les révolutionnaires, nous sommes contre, nous le dénonçons, nous le combattons. Nous respectons tous les peuples, nous sommes pour la solidarité et non pas pour la haine entre les peuples. Nous sommes pour l'indépendance des pays et pour la liberté des nations. En France, nous sommes aux côtés du peuple, en particulier en ce qui concerne la question des immigrés. Nous soutenons qu'il est juste que Français et Immigrés aient les mêmes droits politiques ; si on travaille ici, si on y vit, alors on doit avoir des droits. Nous combattons le racisme, les attentats fascistes et les mesures Stoléro.

Le parlementarisme aujourd'hui correspond à la société impérialiste française. C'est le parlementarisme impérialiste.

Le parlement, c'est plus encore que le système politique bourgeois, c'est le système politique impérialiste. Nous sommes tout à fait contre. Nous combattons l'impérialisme dans la vie qu'il fait au peuple en France, l'exploitation, le mépris des gens, la terreur fasciste pour les immigrés, la ruine pour les paysans pauvres, le nucléaire contre le peuple, le refus du droit des minorités nationales.

Nous combattons aussi politiquement l'impérialisme dans son système, dans son État. Face au parlementarisme impérialiste, nous sommes pour la lutte, le refus, la dénonciation. Nous ne sommes pas de ceux qui collaborent, nous sommes ceux qui combattent.

d) deux exemples

Du point de vue des grandes questions politiques, pour les révolutionnaires, participer au parlementarisme, c'est la voie du reniement. Développons deux exemples : la question du passage au socialisme (comment passe-t-on du capitalisme impérialiste à une société socialiste ?). L'autre exemple, c'est la question de la paix et de la guerre aujourd'hui dans le monde, tout particulièrement en Europe.

-1) C'est très certainement son adhésion complète au parlementarisme, et ce depuis sa création, qui explique que le PCF soit devenu le parti du capitalisme bureaucratique. Depuis les années 30, au travers du parlementarisme, il a développé la collusion entre le peuple de France et la bourgeoisie française sur le dos des peuples des colonies. De fil en aiguille, le PCF se ralliant complètement à la bourgeoisie gaulliste à la libération de 1945 en est venu à la politique dite du passage pacifique au socialisme : c'est par une majorité aux élections que le socialisme viendra au pouvoir en France, majorité aux élections bourgeoises bien évidemment. Cette ligne politique est ce qui fait que nous, révolutionnaires marxistes, nous disons que le PCF est révisionniste ; sous prétexte de s'adapter au monde d'aujourd'hui, il a révisé, donc abandonné, les principes de la véritable lutte de classe. Le prolétariat et le peuple doivent avoir une politique autonome, ils doivent faire leur politique contre celle de la bourgeoisie impérialiste. Le révisionnisme moderne, c'est une théorie non de l'autonomie du peuple, mais au contraire de sa collusion, de sa collaboration à la politique bourgeoise, et c'est au travers du parlementarisme que les choses se passent. Nous, les révolutionnaires maoïstes, nous disons aux groupes d'extrême-gauche qui se présentent aux élections : attention ! Vous êtes dans la collaboration de classe, vous abandonnez l'idée d'une politique autonome du prolétariat. Malgré vos dénégations, vous vous ralliez à la théorie du passage pacifique au socialisme, vous abandonnez la politique de la lutte des classes.

-2) La bourgeoisie impérialiste, son État, le parlementarisme, c'est la guerre.

- L'impérialisme français fait la guerre. Après les opérations militaires au Zaïre, la France est engagée dans la guerre contre le peuple Saharaoui, et dans la guerre contre le peuple du Tchad. Pour des raisons à la fois politiques (l'impérialisme français considère l'Afrique de l'Ouest comme sa chasse gardée) et économiques (mines de fer de Zouérate, coton du Tchad, etc...) l'armée française soutient la guerre contre les Saharaouis et le Front Polisario et la répression contre le peuple Tchadien. C'est une véritable guerre néo-coloniale exactement du même type que celle des américains au Viet-Nam. Le parlementarisme, la campagne électorale met-elle cette situation en avant, au centre des débats ? Nullement. Tout au contraire. Ces faits montrent bien que dans le parlementarisme les questions cruciales de la politique ne sont jamais discutées devant le peuple.

- Aujourd'hui se prépare une troisième guerre mondiale entre l'URSS et les USA. Un des enjeux de cette guerre entre les deux super-puissances, c'est l'Europe. Il faut regarder les choses en face : les deux super-puissances, en particulier l'URSS, accumulent des stocks considérables d'armes, stationnent des troupes et des munitions de plus en plus nombreuses tout au long de leurs frontières ; dans quel but ? L'histoire a toujours montré que quand un pays s'arme jusqu'aux dents, et en plus non pas dans une stratégie défensive, mais dans une stratégie d'offensive et d'expansion, c'est pour faire la guerre, et qu'il finit par la faire effectivement. Le monde va donc à la guerre, sauf si les peuples renversent cette tendance. Que fait la bourgeoisie impérialiste française face à cela ? Prépare-t-elle le peuple et le pays à cette éventualité ? Met-elle en place non seulement les mesures permettant de sauvegarder l'indépendance nationale, mais encore de protéger le peuple dans la guerre, en particulier la guerre nucléaire ? Pour l'instant, la bourgeoisie gouvernementale se construit des abris anti-atomiques ; c'est donc qu'elle croit à une guerre possible, et qu'elle envisage que la France y soit entraînée. Alors, pour

protéger le peuple, qu'est-ce qu'elle fait ? Rien. Le parlementarisme, c'est aussi cela : endormir la vigilance du peuple par de grands discours, le réprimer et réprimer les révolutionnaires, et puis, quand le danger est là, le parlementarisme c'est comme en 1939, 1940, la défaite nationale, l'exode, l'occupation.

La question de la guerre est une question cruciale aujourd'hui. Peut-on faire confiance aux bourgeois pour l'indépendance nationale, la défense nationale et la protection du peuple ? Absolument pas. D'autant que la bourgeoisie française, à l'exception d'une petite frange nationaliste, a une longue tradition de défaitisme et d'abdication. Surtout si elle redoute la force du peuple, elle est prête, fût-ce au prix de l'indépendance, à abdiquer toute souveraineté nationale.

Seul le peuple est en mesure de sauvegarder l'indépendance nationale. Seule l'autonomie politique du peuple, sous la direction d'un parti révolutionnaire, permet d'y parvenir. Sinon la France basculera complètement sous la domination et l'occupation étrangères.

Il faut aujourd'hui s'emparer de la question de la guerre, en faire une grande question d'opinion publique dont on parle et où s'affrontent les différents points de vue, il faut définir une politique là-dessus, même une politique minimale. Si la bourgeoisie d'État a des abris, alors il faut que le peuple en ait aussi. Pour animer ce débat, pour que le peuple y ait sa voix, il ne faut pas être à l'intérieur du parlementarisme, mais contre lui, car l'essence du parlementarisme est précisément d'empêcher un tel débat, de masquer au peuple l'histoire telle qu'elle est, de peur qu'il ne s'en empare.

e) A propos des thèses de Lénine sur la participation aux élections

Certaines organisations politiques d'extrême gauche, au lieu de regarder la société française telle qu'elle est aujourd'hui, et donc de constater que le parlementarisme impérialiste ne laisse aucune place au peuple, préfèrent citer des textes de Lénine des années 1910-1920, qui indiquent que sous certaines conditions un parti révolutionnaire peut, et même parfois doit, participer aux élections.

A ceux-là nous répondons :

1) En ce qui concerne la Russie tsariste, c'était jusqu'en 1917 un régime autocratique et semi-féodal. Le parlementarisme y représentait avant 1917 un progrès politique pour l'ensemble du peuple. De plus ce n'est que dans certaines circonstances que le POSDR (Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie) - c'était le nom d'alors du futur Parti Communiste Bolchévik - participait aux élections. En 1912, par exemple, « le Parti Bolchévik participa aux élections de la Douma (une espèce de parlement) en toute indépendance, avec ses propres mots d'ordre portant simultanément des coups au parti du gouvernement et à la bourgeoisie libérale... Les Bolchéviks firent la campagne électorale sur les mots d'ordre de République démocratique, journée de huit heures, confiscation de la terre des grands propriétaires fonciers » (Extrait de l'histoire du Parti Bolchévik de l'URSS, page 146). Il existait donc en Russie un programme révolutionnaire de masse permettant en toute indépendance une politique électorale des bolchéviks ; une telle situation n'existe pas en France. Aujourd'hui la question centrale y est le rapport du peuple à l'impérialisme. En 1912, en Russie, le rapport du peuple à l'autocratie tsariste et à la bourgeoisie libérale russe était complètement clair : le peuple voulait mettre fin au tsarisme et il entendait en faire une victoire politique dont il ne se laisserait pas déposséder par la bourgeoisie libérale. En ce qui concerne

l'objectif du peuple et de la révolution en France, les choses sont peu avancées, la lutte révolutionnaire commence ; la grande tempête des mois de mai et juin 1968 ouvre une nouvelle étape de la révolution en France, mais sur la cible de cette étape, à savoir l'impérialisme, ceux qui parmi les ouvriers et le peuple voient clair sont encore en petit nombre. Il n'est nullement possible dans ces conditions de participer « en toute indépendance » au parlementarisme ; tout au contraire, y participer c'est abandonner tout espoir de constituer une force indépendante.

2) Aujourd'hui le parlementarisme n'a plus aucun caractère progressiste ; il n'est nullement la mesure de la maturité politique du prolétariat et du peuple. Tout au contraire, c'est la jauge de la collaboration de classe et de la complicité avec l'impérialisme. L'histoire des 50 dernières années en France l'illustre complètement. Il n'y a rien de bon pour le peuple dans le parlementarisme. Tout ce qui s'est fait de bien dans notre pays s'est fait contre lui ou sans lui : les grèves du Front Populaire mais non la Chambre du Front Populaire, (c'est elle qui en 1939 devait voter les pleins pouvoirs à Pétain). La Résistance à l'occupation nazie. Mai 68. Tous les pseudo-révolutionnaires qui se présentent aux élections mettent en avant enfin l'argument selon quoi la campagne électorale est une tribune pour les idées révolutionnaires. Nous n'y croyons pas beaucoup aujourd'hui. Faut-il compter sur l'État bourgeois et sa politique pour faire connaître les idées révolutionnaires et construire la politique du peuple ? La télévision, c'est peut-être une bonne publicité pour les marques de savonnettes, le succès de la lutte de classes ne dépend pas d'elle. Pour nous, ce n'est pas la télévision qui fait l'histoire, mais, comme nous disons, ce sont les masses qui font l'histoire.

f) Les partis, la politique et le parlementarisme

A l'occasion des élections, les partis politiques déploient une intense activité. Apparaît alors que de toute évidence, la politique c'est l'affaire des partis.

Au sein des forces bourgeoises, la majorité et l'opposition connaissent de graves crises précisément à cause de cela. L'éclatement de l'Union de la Gauche est la conséquence de la rivalité entre le PCF et le PS, qui sont deux partis qui ne mènent pas la même politique, qui n'ont pas les mêmes objectifs ; cela a éclaté au grand jour. Quant au rapport entre les partis giscardiens et le RPR de Chirac, c'est la même chose : la logique de parti l'emporte sur celle de la majorité présidentielle. Les élections sont un moment où bien sûr on vote, on soutient un candidat, mais ce n'est pas ça le principal. Les élections, c'est un moment où on se met derrière un parti, on où on adhère à une politique de parti. Cela, beaucoup de gens ne veulent pas le reconnaître. Ils disent « je vote pour Untel qui est de tel parti, mais je n'y crois pas, et puis ce parti c'est le moins mauvais ». Bien sûr, voter pour un candidat d'un parti et militer dans ce parti sont deux choses différentes, mais tout de même voter pour un parti veut dire qu'on en attend quelque chose, qu'on lui fait plutôt confiance, que c'est un bon parti, qu'il est pour le peuple et non pas contre le peuple.

Or, la situation n'est nullement celle-là. Par exemple, la plupart des gens qui voteront pour le PS ou pour le PC, si vous parlez un peu avec eux, reconnaîtront vite que ces partis ne sont pas pour le peuple, qu'ils ne défendent pas ses intérêts, que ce sont des partis qui sont pour l'impérialisme. Cà, les gens le savent quelque part dans leur conscience, et pourtant ils continuent encore à les suivre.

Pourquoi ? Non pas qu'ils aient tellement d'illusions, mais en fait parce qu'ils ne croient pas qu'il puisse y avoir autre chose, une autre politique, et donc, puisqu'il n'y a de politique que de parti, un autre parti.

Ils ne croient pas que puisse s'édifier un vrai parti des ouvriers et du peuple. Ce défaitisme sur la possibilité d'une politique du peuple, sur la possibilité d'édifier un vrai parti révolutionnaire, c'est une idée de l'impérialisme lui-même, qui a été renforcée par la bascule du PCF dans le camp de l'impérialisme. Depuis qu'elle existe, la bourgeoisie a toujours dit aux ouvriers qu'ils étaient incapables d'avoir leur propre politique, leur propre parti, et quand de tels partis se sont constitués alors la bourgeoisie a tout fait, du dedans comme du dehors, pour les pervertir et les dénaturer.

Il y a une idée courante qui est qu'en politique le peuple est toujours perdant, que quoi qu'on fasse on se fait avoir. Cette idée c'est une idée bourgeoise, inculquée au peuple par la bourgeoisie pour qu'on ne s'organise pas. Cette idée, c'est celle qui correspond au système parlementaire, où chacun sait que ce que fera le parlement sera contre le peuple, et où pourtant beaucoup y vont de leur bulletin.

Contre ce défaitisme, nous nous levons. Depuis 1968 en France, il existe une autre politique, une autre voie. C'est celle des luttes du peuple. C'est celle de l'édification du parti de type nouveau, un parti révolutionnaire, un parti internationaliste qui s'appuie sur les enseignements des luttes des peuples du monde, un parti de la lutte des classes, un parti du prolétariat, noyau dirigeant du peuple entier. Nous disons aussi un parti marxiste léniniste maoïste, c'est-à-dire qui prend en compte les enseignements universels (et non ce qu'il y a de particulier) de ces grandes révolutions prolétariennes que sont la Commune de Paris de 1871, la Révolution d'Octobre de 1917 et la Révolution Culturelle Chinoise de 1966-69. A l'idée de défaitisme et d'impuissance, selon laquelle le peuple ne pourrait pas avoir de parti et devrait donc nécessairement s'en remettre à des partis contre-révolutionnaires et anti-populaires, nous répondons que ces temps-là sont révolus. Aujourd'hui une nouvelle force se lève. Le parti de type nouveau n'existe pas encore, mais son édification a commencé. L'UCFML en porte le projet et en construit la réalisation. La vérité d'aujourd'hui n'est plus le défaitisme et la collusion avec le parlementarisme impérialiste et ses partis, mais bien : contre le parlementarisme impérialiste, construisons le parti de type nouveau !

ÉLECTIONS, PARLEMENTARISME, QUESTION DE L'ÉTAT

Le parlementarisme, c'est une forme politique de l'État bourgeois, ses caractéristiques sont :

- le parlement, élu au suffrage universel votant les lois (c'est ce qu'on appelle le pouvoir législatif) et structuré par l'existence de différents partis politiques.
- un gouvernement, responsable dans certaines conditions devant le Parlement, chargé de conduire les affaires publiques, en fait de diriger l'État, c'est-à-dire principalement l'administration, l'armée et la police.

Le gouvernement à lui-seul a la haute main sur l'État ; c'est lui en particulier qui désigne tous les fonctionnaires ayant des responsabilités importantes (préfets, généraux, chefs de la police, recteurs d'académie, etc...).

Le parlementarisme est une des institutions de l'État bourgeois, c'est une de ses formes d'existence, mais il y en a d'autres, le fascisme par exemple est une autre forme historique de l'État bourgeois dans laquelle il n'y a plus de Parlement, où les partis politiques sont interdits (à l'exception du parti du pouvoir), où le droit et la justice sont directement exercés par le pouvoir.

L'exemple récent du Chili montre que, menacée en tant que détentrice de l'appareil d'État, la bourgeoisie n'hésite pas à passer outre les règles du jeu politique parlementaire et à exercer son pouvoir d'État directement par la violence ; l'armée et la police à sa solde étant à la fois ses garants et ses agents d'exécution. La bourgeoisie, en cas de nécessité, détruit elle-même la forme du parlementarisme pour exercer alors par la violence et le massacre, sa dictature d'État.

Le parlementarisme n'est donc qu'une forme de l'État bourgeois. Comprendre le parlementarisme, c'est d'abord comprendre ce qu'est l'État bourgeois.

A) L'ÉTAT BOURGEOIS

a) L'État est toujours l'État de la classe dominante

L'État, c'est toujours l'État de la classe dominante ; ceci, c'est une loi de l'histoire. Dans une société où existent des classes sociales dont les intérêts sont opposés, l'appareil d'État est ce par quoi la classe dominante assure et reproduit sa domination sur la classe dominée.

L'État bourgeois est ce par quoi la bourgeoisie exerce son pouvoir, fondé sur l'exploitation et l'oppression du peuple.

L'existence de l'État, c'est le signe de l'existence du pouvoir politique d'une classe sur les autres classes ; c'est ce par quoi une classe sociale exerce sa dictature. Dictature d'une classe, dictature de la bourgeoisie en France, cela signifie que la bourgeoisie détient l'appareil d'État et que le pouvoir qu'elle exerce

ainsi, elle n'entend d'aucune façon ni le partager, ni encore moins le laisser à une autre classe qu'elle-même.

À l'État bourgeois, à la dictature de la bourgeoisie, les révolutionnaires opposent l'État prolétarien, la dictature du prolétariat, où c'est la classe ouvrière qui exerce le pouvoir en excluant la bourgeoisie, et qui l'exerce, à la différence de la bourgeoisie, non au profit d'une petite minorité, mais pour l'intérêt de la grande majorité, pour le peuple.

C'est parce que c'est au travers de son État que la bourgeoisie exerce sa dictature, que l'État bourgeois est en tant que tel un appareil de dictature sur le peuple, que la révolution doit détruire par la violence l'État bourgeois et édifier son propre État, la dictature du prolétariat, pour maintenir son pouvoir face à la bourgeoisie qui, bien que défaite, ne renonce pas pour autant au pouvoir.

Mais comme l'État prolétarien est au service du peuple, de la grande majorité, il peut - au contraire de l'État bourgeois qui va se développant et devenant de plus en plus une monstrueuse machine parasitaire et d'oppression - progressivement se réduire. Au fur et à mesure que les masses s'emparent des affaires publiques, l'État prolétarien diminue d'importance. Il reste cependant tant que la bourgeoisie et l'impérialisme existent, ce par quoi la classe ouvrière et à travers elle tout le peuple, exercent le pouvoir à leur profit, et le maintiennent contre leurs ennemis.

L'État est toujours l'État de la classe dominante qui, à travers lui, exerce sans partage son pouvoir politique, sa dictature.

b) L'État bourgeois en France dans la dernière période

En France, l'État est bourgeois, c'est l'instrument de la dictature de la bourgeoisie sur le peuple et les larges masses populaires. C'est l'instrument d'exploitation du travail salarié par le capital.

L'État est lié au capital, c'est l'État du capital, il se transforme en fonction des transformations de ce dernier.

Avec l'apparition, au début de ce siècle, des grandes industries, le capital exerce sa dictature sous une forme particulière qu'on appelle le capital financier et qui est caractéristique de l'époque de l'impérialisme (volonté de pillage et de partage du monde par quelques pays). L'État qui correspond à la domination du capital financier est un État bourgeois de type particulier. C'est l'État impérialiste.

Le parlementarisme bourgeois aujourd'hui, dans ses formes et son fonctionnement, correspond à la nature de l'État actuel, un État impérialiste. Et ce sont les contradictions inhérentes à l'État impérialiste et non les règles du parlementarisme bourgeois qui sont la règle du pouvoir d'État.

Le passage en 1958 de la 4^e à la 5^e République en est un exemple significatif. La Constitution de la 4^e République, adoptée en 1946, correspond, pour la bourgeoisie, à la période de la reconstruction « nationale » de l'après-guerre, mais très vite de grandes difficultés apparaissent :

- les peuples des colonies se lèvent dans la lutte armée contre l'impérialisme français, principalement le Vietnam puis l'Algérie
- simultanément, le grand capitalisme français cherche à prendre ses distances face à l'impérialisme US et à rivaliser avec les autres pays d'Europe de l'Ouest, en particulier l'Allemagne, pour cela il lui faut concentrer et moderniser l'économie.

De ces deux facteurs, le premier est principal ; face aux coups que lui porte la lutte de libération nationale des patriotes algériens, la 4^e République se lézarde gravement. Après avoir, à l'initiative de Mitterrand, envoyé le contingent en Algérie, elle est incapable de trouver une issue à la crise.

Cette crise trouvera une solution interne au maintien de l'État bourgeois au travers du putsch militaire qui installe De Gaulle au pouvoir. C'est ainsi que se met en place le système constitutionnel de la 5^e République.

Le putsch militaire de 1958 illustre bien qu'à l'intérieur même de l'État bourgeois parlementaire, les mécanismes de changement constitutionnel sont extérieurs au parlementarisme et relèvent du coup d'État.

Avec la 5^e République, l'État impérialiste et le capitalisme monopoliste disposent d'une forme aménagée du parlementarisme qui, avec la concentration du pouvoir politique dans les mains du président de la République, permet de mener à bien les tâches face auxquelles le système parlementaire de la 4^e République avait révélé son impuissance :

Ces tâches sont :

- sur le plan international :
 - . Passage du colonialisme direct au néo-colonialisme avec l'indépendance formelle accordée aux colonies
 - . Tentative d'autonomisation face aux USA (force de frappe) et accélération du Marché Commun
- sur le plan intérieur : faire des grandes firmes françaises des firmes compétitives à l'échelon international. Pour cela :
 - . Concentration des entreprises et élimination des petites et moyennes
 - . Pénétration accélérée du capitalisme dans les campagnes et élimination de la petite paysannerie

Le parlementarisme n'est donc que la forme politique que se donne l'État impérialiste et le capital financier pour maintenir et développer leur domination.

Le parlementarisme est une forme de l'État bourgeois.

Mais quelle est sa nature interne, qu'est-ce qui lui permet de se reproduire et à travers quels thèmes trompe-t-il le peuple ? C'est ce qu'il faut examiner maintenant.

B) L'IDÉOLOGIE PARLEMENTAIRE ET SA CRITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

a) Apparence et réalité de la démocratie bourgeoise

Le suffrage est universel : quiconque, s'il est français et a 18 ans, est électeur, et peut donc, du moins la bourgeoisie l'affirme, participer à la vie politique du pays. Un courant politique minoritaire peut, sous réserve qu'il réunisse assez de voix, être représenté à l'Assemblée Nationale. Le système se présente donc comme démocratique, tous les électeurs ont le même pouvoir et ceux qui l'emportent représentent la majorité.

De plus, le système parlementaire se présente comme garantissant l'égalité des citoyens devant la loi et assurant les libertés démocratiques essentielles : liberté de réunion, d'association, justice indépendante du pouvoir, accès pour tous à l'école gratuite, etc...

Çà, c'est ce que les bourgeois disent du parlementarisme et de ses bienfaits. Mais voyons la réalité.

Le suffrage universel : en réalité, il n'a jamais été le droit de vote pour tous :

- les femmes n'ont le droit de vote en France que depuis 1945.
- aujourd'hui, les jeunes de moins de 18 ans et les immigrés sont exclus, ne font pas partie de l'État des citoyens, à savoir l'État des électeurs.

Dans les élections, de fait, ne sont représentés que des partis, et pas n'importe lesquels : des partis qui jouent le jeu du parlementarisme, c'est-à-dire qui représentent différentes fractions de la bourgeoisie en concurrence pour la direction de l'État.

Au travers des élections, ce n'est nullement la nature de l'État qui est en jeu, mais seulement quelle fraction de la bourgeoisie va le contrôler.

Pour les masses ouvrières et populaires, les élections tranchent sur la façon dont elles vont être exploitées et opprimées. La question, c'est : quel membre de la classe dirigeante va représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement ?

b) Pourquoi le parlementarisme ne peut-il jamais donner le pouvoir au peuple ?

Au fond, pourquoi ? Pourquoi un parti politique prolétarien, fermement décidé à changer la nature même de l'État, ne pourrait-il pas conquérir la majorité et prendre appui sur cette position de force parlementaire pour mener à bien son projet ? C'est un peu la question que se posent beaucoup de gens, quand ils disent : pourquoi dans les élections sommes nous toujours vaincus ou trahis ? Pourquoi le parlementarisme, à travers nos partis politiques populaires, ne nous donne-t-il jamais le pouvoir ?

Ce qu'il faut bien voir, c'est qu'en fait les élus, dans le parlementarisme bourgeois, ne constituent par eux-mêmes aucune force. A strictement parler, ils n'ont aucun pouvoir immédiat. Dans l'histoire, on a toujours vu qu'un régime pouvait, sans peine, disperser une Assemblée, arrêter les députés, ou, comme au Chili, assassiner un président.

Tout le pouvoir des élus leur vient, en termes matérialistes, de l'influence qui leur est reconnue sur l'appareil d'État (administration, police, armée), appareil qui est le véritable point fixe de toute la machinerie politique bourgeoise.

La seule force des élus leur est extérieure. Elle réside dans la capacité à mettre en branle tel ou tel secteur de l'appareil d'État, lequel reste en fait séparé, toujours identique à lui-même dans sa nature de classe. S'il y a des gens qui ne peuvent en aucun cas « compter sur leurs propres forces », ce sont bien les élus du parlementarisme bourgeois.

Un parti politique qui accepte l'État tel qu'il est, peut effectivement diriger sans trop de heurts le fonctionnement de la machine étatique. De là, la force politique apparente des élus. Mais pour un parti prolétarien véritable qui entend diriger la destruction de la machine d'État, les élus sont en contradiction

ouverte avec l'appareil d'État. De ce fait même, considérés strictement comme des élus dans le parlementarisme bourgeois, ils n'ont aucune force. Toute leur force réside dans le mouvement de masse révolutionnaire organisé et se déploie obligatoirement sur une autre scène que celle du parlementarisme bourgeois.

L'idée d'une position de force parlementaire des révolutionnaires n'a donc aucun sens matérialiste. Ceux qui s'imaginent le contraire, l'armée de l'appareil d'État bourgeois a vite fait de les rappeler à la réalité. Quant au PCF, qui soutient la thèse du passage pacifique au socialisme par les élections, nous savons qu'en réalité ce qu'il propose ainsi, ce n'est pas le passage au socialisme, mais le passage au capitalisme bureaucratique d'État (Programme Commun). De plus, comme l'a montré le PCP au Portugal, quand la situation le permet, les partis révisionnistes peuvent avoir comme stratégie de prise du pouvoir le coup d'État, ou le putsch militaire.

La démocratie prolétarienne, que nous opposons à la démocratie bourgeoise, consiste à mettre fin à la séparation de la représentation électorale et de la force matérielle. Dans la démocratie prolétarienne, les organes de masse sont aussi des organes de pouvoir. Comme le dit Marx, à propos de la Commune de Paris, (1871), ce sont des « corps agissants », à la fois législatifs et exécutifs.

L'organisation des masses a, en tant que telle, une vocation étatique dont une des formes essentielles est l'armement direct du peuple : la milice ouvrière ou paysanne. Les masses révolutionnaires organisées disposent directement, et disposent de plus en plus, d'une autorité étatique, d'un pouvoir politique immédiat et des moyens de ce pouvoir.

Tel est également le point d'appui historique fondamental de la critique révolutionnaire du parlementarisme bourgeois : sections populaires armées, communes, soviets...

La conception générale de l'État que véhicule le prolétariat révolutionnaire, la conception qu'il se fait de sa propre force étatique, s'oppose donc radicalement à toute idée de « force parlementaire ». Elle s'oppose radicalement au parlementarisme bourgeois lui-même.

Le prolétariat n'est jamais vainqueur dans les élections bourgeoises. En fait, le prolétariat ne peut pas mesurer sa force dans le cadre du parlementarisme bourgeois parce qu'il a une autre conception de la force.

c) Parlementarisme bourgeois et guerre de classe

Le Parlement vote certes des lois, mais chacun sait que leur application n'est réelle qu'en fonction des intérêts de la bourgeoisie.

La loi prévoit bien le droit de grève, par exemple. Mais la réalité, c'est qu'à la moindre grève dont le caractère de classe prolétarien s'affirme, l'État dépêche ses gardes mobiles, ses flics, voire encourage en sous-main les bandes fascistes.

Comme le dit Lénine : « Prenez les lois fondamentales des états contemporains, prenez leur administration, prenez la liberté de réunion ou de presse, prenez l'égalité des citoyens devant la loi, et vous voyez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'État, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa Constitution des biais ou des restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer ses

troupes contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc... en cas de «violation de l'ordre», mais en fait, au cas où la classe exploitée «violait» son propre état d'asservissement, et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave».

En fait, le parlementarisme est la forme politique la plus favorable à l'État bourgeois. C'est celle qui, au travers de l'idéologie parlementaire, rallie pacifiquement les larges masses derrière l'État bourgeois. Mais en même temps, c'est la forme la plus fragile, celle qui à la moindre menace de mouvement de masse se transforme en son contraire, c'est-à-dire la répression ouverte et sanglante des ouvriers et du peuple.

Plus la démocratie est développée et plus les banques se soumettent les parlementaires bourgeois. La France a une longue tradition de ce genre de corruption des parlementaires : liaisons entre les députés et les promoteurs (Rives-Henry, scandale de la Villette, etc...) ; liens directs entre le personnel politique et les grandes banques (Pompidou ancien fondé de pouvoir de la banque Rotschild par exemple).

Mais ceci ne suffit pas. Le système parlementaire reste d'une très grande fragilité aux yeux de la bourgeoisie elle-même : «Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre et de la guerre civile».

Les événements de Mai 68 confirment cette vérité. Face à la tempête révolutionnaire, De Gaulle, après quelques hésitations, rejoint le général Massu en Allemagne pour s'assurer l'appui de l'armée et, dans le même temps que s'ouvrent les négociations de Grenelle, les chars encerclent Paris.

Ce n'est que le mouvement de masse résorbé, grâce à la liquidation active du PCF et de la CGT, que peut se reconstituer, avec encore l'appui des révisionnistes, le jeu parlementaire, au travers des élections de juin 1968.

LE PARLEMENTARISME IMPÉRIALISTE

Nous avons parlé du parlementarisme comme une forme de l'État bourgeois. Il nous semble nécessaire de préciser des caractéristiques plus spécifiques du parlementarisme impérialiste.

a) Quatre caractéristiques

1. La première caractéristique du parlementarisme aujourd'hui, c'est qu'il inclut la nouvelle bourgeoisie (PCF, appareil de la CGT). Non seulement comme une force politique, mais comme un partenaire essentiel. PCF et CGT sont des pièces majeures du fonctionnement de l'appareil parlementaire bourgeois, des éléments de l'appareil d'État. PCF et CGT sont également essentiels du point de vue de l'idéologie parlementaire : la rivalité entre groupes bourgeois dont les projets sont différents.

2. Deuxième point : le parlementarisme impérialiste a développé de façon tout à fait remarquable la socialisation, dans le champ de la bourgeoisie, de la contradiction Bourgeoisie/Prolétariat, et ce bien évidemment dans la version sociale et bourgeoise de la contradiction Bourgeoisie/Prolétariat.

L'État est certes l'État de la classe dominante. C'est un appareil qui a des caractéristiques de classe tout à fait essentielles. Mais il est aussi, comme le dit Engels, le produit de la contradiction de classe. L'État est à la fois une machine de guerre du Capital contre le Travail comme dit Lénine, mais c'est simultanément le produit, le résultat, de cette contradiction de classe. L'État n'est pas du tout quelque chose d'homogène à une classe, ça c'est une vision idéaliste, une vision anti-marxiste. L'État est homogène à la domination d'une classe sur la contradiction de classe, à son contrôle, à sa maîtrise. Les transformations de l'appareil d'État, dont le parlementarisme bourgeois est une des pièces, sont scandées par le développement de la contradiction Bourgeoisie/Prolétariat, et de la contradiction bourgeoisie impérialiste/peuple. Et ceci sous la domination et le contrôle par la bourgeoisie de cette contradiction, à l'intérieur même de l'appareil d'État. L'appareil d'État se transforme très précisément afin d'intégrer, dans l'espace contrôlé par la bourgeoisie, c'est-à-dire à l'intérieur de son propre appareil d'État, des revendications de masse. Ce qu'on appelle couramment le réformisme, c'est une adaptabilité de l'État bourgeois au développement des contradictions de classes, à condition qu'elles restent d'une certaine nature, et politiquement dans un certain champ.

L'État n'est pas quelque chose de rigide, de fixé, etc... Au contraire, c'est quelque chose en prise sur le réel, de souple, et qui a des facultés d'adaptation certaines. Très précisément depuis Marx, le débat entre marxistes et révisionnistes sur la question de l'État a pour enjeu : qu'est-ce qu'il en est des caractéristiques d'adaptation, et qu'est-ce qu'il en est des caractéristiques de l'État qui sont des caractéristiques fixes. Et face à ces deux types de choses, quelle est la politique du prolétariat ?

Dans l'État impérialiste, la socialisation de la contradiction Bourgeoisie/Prolétariat est beaucoup plus avancée : les formes de cette socialisation sont les congés payés, ce sont les assurances sociales, ce sont toutes les grandes lois «sociales»...

Aujourd'hui, c'est fondamentalement à nos yeux l'entrée du syndicalisme comme appareil interne à l'État impérialiste. Il nous semble même, à y regarder de près, que le fait que le syndicalisme soit interne à l'appareil d'État est une loi générale de l'État impérialiste et du parlementarisme impérialiste.

3. La troisième caractéristique, c'est ce que Lénine avait déjà analysé à propos de l'Angleterre et de la France et qui se poursuit aujourd'hui. Du point de vue des idées, de la propagande qu'il développe, et en même temps des conditions matérielles qu'il installe, le parlementarisme impérialiste a pour caractéristique une tentative de ralliement des masses à l'impérialisme. Le parlementarisme, dans sa forme moderne, c'est une forme particulière qui vise au ralliement des masses, pas simplement à la bourgeoisie, pas simplement au capitalisme, mais directement à l'impérialisme. De ce point de vue, l'anti-impérialisme passe par une critique radicale du parlementarisme. L'État a certes pour appui la contradiction Bourgeoisie/Proletariat. Mais il a été simultanément l'appareil d'embrièvement d'une partie des masses et du peuple au service du capitalisme monopoliste et de l'impérialisme. Le prolétariat et le peuple de France sont, dans leur rapport à la forme spécifique du pouvoir et de l'État qu'est le parlementarisme impérialiste, à la fois dans un rapport d'antagonisme et dans un rapport de collusion objective. Cette collusion a fonctionné objectivement au moins deux fois, dans deux situations historiques; la première, c'est la première guerre mondiale, et la seconde, c'est la guerre d'Algérie. Dans deux situations claires, le prolétariat et le peuple ont été dans un rapport presque complet de collusion à l'impérialisme; ils ont été les soutiens de l'impérialisme, de l'État impérialiste lui-même. Là, on peut dire que l'opération nationaliste contre-révolutionnaire de l'État était une opération très largement réussie.

4. Le quatrième point porte sur des formes de conscience à l'intérieur même des masses ouvrières et populaires.

Ce qui est en jeu, c'est la question du prolétariat en tant que classe politique et, ce faisant, sa capacité à assumer la direction du peuple entier. Il faut reprendre terme à terme cette opposition que développait Lénine: impérialisme ou Révolution Proletarienne. Pour nous aujourd'hui, du point de vue des formes de conscience, cette contradiction se donne comme: anarcho-syndicalisme, ou parti de type nouveau. Par parti de type nouveau, il faut entendre: autonomie d'organisation politique de la classe, et direction du peuple entier. En ce qui concerne la collusion entre l'anarcho-syndicalisme et l'impérialisme, il faut reprendre les deux exemples précédents.

La classe ouvrière d'avant 1912 est anarcho-syndicaliste au sens strict, et malgré quelques résistances glorieuses mais isolées et faibles, elle se jette à corps perdu dans la guerre impérialiste de 1914-1918, aux côtés de l'impérialisme français et à son service. Donc, si on est des matérialistes rigoureux, on peut dire que, sur le rapport à l'impérialisme, le bilan de l'anarcho-syndicalisme des années 1900-1914, c'est la collusion absolue.

En ce qui concerne la riposte à la guerre coloniale d'Algérie, il y a eu des mouvements de masse de révolte, de résistance. Mais le PCF, qui reprend alors à son compte la tradition populiste de l'anarcho-syndicalisme tout en la bureaucratissant, pratique aussi la collusion absolue avec l'impérialisme et le colonialisme français.

b) Parlementarisme impérialiste, ou parti de type nouveau

Contre le parlementarisme impérialiste, notre tâche c'est le parti de type nouveau.

Sans politique de masse du parti de type nouveau, il n'y a pas de possibilité de faire face au parlementarisme impérialiste. Sans cette politique, dans le combat entre anarcho-syndicalisme et parti de type nouveau, c'est-à-dire dans le combat, interne au peuple, entre impérialisme et révolution prolétarienne, c'est l'anarcho-syndicalisme qui l'emportera. La question du parti est interne à la riposte révolutionnaire à l'impérialisme, et au parlementarisme bourgeois.

Les gens qui prennent le risque de se présenter aux élections en 1978 manifestent par là le caractère objectivement rallié à l'un ou l'autre des impérialismes de leur ligne générale: le ralliement des trotskystes aux sociaux-impérialistes (URSS, Cubains, etc...) et le ralliement des dogmatiques (H.R.) à l'impérialisme français, voire américain.

L'espace du parlementarisme bourgeois, c'est organiquement l'espace de l'impérialisme. Certes, l'impérialisme existe dans une forme divisée entre deux camps à l'échelon mondial, et sous la forme de la domination de l'ancienne bourgeoisie à l'échelon interne. Mais le parlementarisme est toujours une forme spécifique de l'État impérialiste.

Ceci est également très clair sur la question de la guerre. L'impérialisme c'est la guerre. Ou bien le peuple se dresse, sous direction de son propre prolétariat, ou il bascule dans l'un ou l'autre des camps impérialistes dessinés à l'échelon mondial, et sert de chair à canon, comme en 14-18. C'est une seule et même question que celle du parti de type nouveau.



ÉDITIONS POTEKINE
2, PLACE NOTRE-DAME-DU-MONT - 13006 MARSEILLE
IMP. SPEC. DÉPOT LÉGAL 1/78
ISBN 2-902221-05-3